

# L'OPEN DATA MUNICIPALE POUR TOUTES ET TOUS ?

Lucie Delias, chercheuse postdoctorale en sociologie de l'innovation à l'UQAM

Depuis leur apparition il y a une dizaine d'années, les politiques d'ouverture des données municipales produisent des résultats mitigés en matière de revitalisation de la démocratie locale et d'*empowerment* citoyen. Comment faire en sorte que l'*open data* bénéficie à tout le monde ?

D'abord adoptés dans le domaine de la recherche scientifique, les principes des données ouvertes commencent à être appliqués par les administrations à partir de la directive sur le « gouvernement ouvert » signée par Barack Obama en 2009, qui a impulsé la création de nombreux portails de données ouvertes gouvernementaux et municipaux. À travers ces politiques d'ouverture, les administrations s'engagent à rendre disponibles à tou-te-s les citoyen-ne-s l'ensemble des données qu'elles détiennent et/ou qui sont produites par leurs services, à l'exception des données personnelles ou sensibles.

Les promoteurs de l'ouverture des données espèrent que celle-ci engendrera des retombées positives, aussi bien au plan économique – en permettant aux entreprises et aux startups de mieux connaître les territoires et de produire des innovations pertinentes pour améliorer les services urbains – qu'au plan politique – en favorisant la transparence de l'action publique et la participation citoyenne. L'*open data* semble en effet particulièrement pertinente à l'échelle locale, dans la mesure où elle peut apporter des solutions aux défis urbains, notamment dans le domaine du transport ou de la planification, et permettre aux résident-e-s de mieux connaître et de s'approprier leurs espaces de vie.

Les discours qui promeuvent ces valeurs, particulièrement prégnants dans les premiers temps de l'*open data*, peuvent

apparaître comme un peu naïfs, ou en tout cas utopiques. C'est d'abord l'ouverture des données pour elle-même et leur accès physique qui est mis en avant, démarche qui n'est pas sans rappeler un certain idéal cybernétique, comme si la seule mise en circulation des informations allait mécaniquement produire une société meilleure. Une des critiques adressées aux portails de données ouvertes concerne alors le faible intérêt ou le manque d'éditorialisation des jeux de données proposés aux citoyen-ne-s, symptomatique d'une politique d'ouverture « par défaut ». Au fil du temps, les enjeux sociopolitiques de l'*open data* sont de plus en plus pris en compte par les municipalités, qui commencent à s'interroger sur la pertinence de leurs données et sur les moyens d'encourager leur appropriation.

Mais les dispositifs mis en place pour faire connaître les données et encourager leur réutilisation, à l'image des « hackathons » ou autres événements consultatifs ou collaboratifs, attirent bien souvent des personnes ayant un certain niveau d'expertise (développeurs-euse-s, journalistes, chercheurs-euse-s...). Si ceux-ci peuvent jouer un rôle d'intermédiaire pertinent, est-ce suffisant pour garantir que l'ouverture des données publiques bénéficie à l'ensemble des citoyen-ne-s, de manière égalitaire et inclusive ?

## UN OUTIL DE (RE)PRODUCTION DES INÉGALITÉS ?

Depuis quelques années, les données numériques et les techniques d'analyse automatisée qui permettent de les exploiter font l'objet d'un nombre croissant d'inquiétudes et de critiques. Au-delà des problèmes de protection de la vie privée et des droits individuels, beaucoup pointent également les risques de reproduction des inégalités et de discrimination envers les plus groupes socialement minorisés. Ces critiques visent en particulier le traitement algorithmique des données par les grandes entreprises du numérique, mais les dangers ne concernent pas uniquement les GAFAM : l'*open data*, notamment municipal, est susceptible de rencontrer des défis éthiques semblables.

Tout d'abord, il faut rappeler que les données ne sont jamais neutres et sont bien plus le reflet du point de vue des individus et des organisations qui les ont produites qu'une représentation objective de la réalité : elles sont avant tout le résultat du contexte qui a présidé à leur fabrication. Or, ce contexte est, dans nos sociétés, caractérisé par l'existence d'inégalités systémiques. Ainsi,

## QU'EST-CE QUE L'OPEN DATA ?

Les politiques de données ouvertes, ou *open data*, trouvent leur source dans le mouvement *open access*. Celui-ci est originellement porté par les communautés militantes du monde de l'informatique et d'Internet, qui encouragent un accès, une circulation et une réutilisation libres des données numériques, considérées comme des biens communs au même titre que d'autres ressources. Dans ce contexte, le terme de « données » désigne de manière large des éléments d'information sous forme de chiffres, de textes ou encore d'images. Elles peuvent être nativement numériques (par exemple, les traces générées par l'utilisation d'une application de transport public sur téléphone intelligent) ou numérisées a posteriori (des archives photographiques scannées).